

## Les francophones entendent se faire plus présents sur la scène mondiale

Agence France-Press

PORT-LOUIS



Reunis pendant trois jours à l'île Maurice, 47 pays et communautés « ayant en commun l'usage du français » ont décidé de donner un nouveau souffle à la francophonie face au monde anglo-saxon mené par les États-Unis, à travers une coopération plus étroite et une participation plus grande dans les affaires du monde.

A quelques jours de l'ouverture du sommet du Commonwealth, auquel certains participants comme le Canada, Maurice ou les Seychelles, seront également présents, les francophones ont ainsi manifesté leur présence en prenant position sur le GATT, l'aide au développement et la défense du français dans les organisations internationales.

La présence à ce 5ème sommet du secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, lui-même francophone, aux côtés du président français François Mitterrand et de plusieurs chefs d'État africains mais aussi roumain ou bulgare, a illustré ce souci de « vouloir se retrouver pour mieux agir ensemble », selon un diplomate.

Sur le plan concret, les francophones ont décidé « d'occuper le terrain » entre les sommets bien-naux — le prochain devant se tenir au Bénin en 1995 — en renforçant le rôle du Conseil permanent de la francophonie (CFP).

Le Premier ministre mauricien Sir Anerood Jugnauth, chantre de la francophonie dans son pays et parti dès la fin du sommet pour Chypre, où se tiendra la conférence du Commonwealth, l'a bien souligné, en précisant que le CFP allait être « le porte-parole politique » du mouvement francophone.

Cette prééminence du politique sur le rôle technique de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACTT) dirigée par le Canadien Jean-Louis Roy a provoqué quelques grincements de dents entre la délégation du Canada et de la France. Mais les différends ont été par la suite aplanis, quand il a fallu se mobiliser pour obtenir l'adhésion unanime à la demande « d'exception culturelle » au sein du GATT chère à la France dans sa querelle avec les Américains.

Le Canada l'avait obtenue dans l'accord de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique (NAFTA) et la France en a fait l'un de ses principaux objectifs au sommet de Maurice, placé sous le signe du couple indissoluble, selon les participants, de la démocratie et du développement.

Le ton a été ferme pour condamner les violences à Haïti et appeler tous les États à appliquer « strictement » les sanctions décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Mais aucun pays francophone n'a été monté du doigt pour manquement au respect des droits de l'homme. Le Zaïre, que Belges et Canadiens auraient voulu isoler ou désigner, a tiré son épingle du jeu.

À l'instigation de nombreux dirigeants africains, selon des sources informées, le président Mitterrand s'est entretenu avec le maréchal Mobutu Sese Seko, qui était accompagné pour cette rencontre de ses pairs du Congo, du Rwanda et du Burundi, pour lui demander l'organisation d'élections libres sous supervision internationale.

« Nous voulons évoluer dans un espace tolérant et affirmer clairement notre pluralisme linguistique et culturel », a déclaré le premier ministre mauricien à la clôture du sommet qui, à partir de 1995, sera celui des pays et communautés « ayant le français en partage ».

Par ailleurs, le prochain sommet de la francophonie aura lieu au Bénin en 1995, a annoncé lundi à Port-Louis (île Maurice) le premier ministre mauricien Sir Anerood Jugnauth en clôturant au cours d'une conférence de presse finale le 5ème sommet francophone.

Deux autres pays africains étaient en lice au départ, le Burkina Faso et le Cameroun, pour organiser le prochain sommet.